

11 SEPTEMBRE 2023

# EUROPE INFO HEBDO



## **DIGITAL SERVICES ACT - ACCORD CÉRÉALIER - NUCLÉAIRE**

Cette semaine se place sous le signe du défi. Ce défi posé par le Digital Market Act aux grandes plateformes de réseaux sociaux, alors qu'il y a peu, l'Union se contentait d'un modeste "Code de bonne conduite" pour parer aux effets délétères de la désinformation de masse. Un président turc prêt à défier son homologue russe en matière d'accord céréalier mais un défi poliment accepté du fait des conséquences géopolitiques immenses. Le défi dont on ne sait plus s'il en est un, avec ce que d'aucuns qualifient l'interminable crise migratoire et ses réponses qui ne semblent concerner que ceux qui migrent et jamais ceux qui sont à l'origine de ces migrations. Ce défi inattendu du retour du loup dans nos contrées réensauvagées dont les conséquences semblent ne jamais pouvoir trouver d'accord, comme dans le cas de l'énergie nucléaire, où s'opposent ceux qui plaident pour son éradication et ceux qui estiment son retour nécessaire.

Bonne lecture,

Elise BERNARD,  
Edouard GAUDOT,

Avec la précieuse assistance de Zaineb EL BOUDOUR EL IDRISSE et  
Carla BOYER.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

## DSA, DÉSINFORMATION, MALINFORMATION, DSA TIRE À BALLES RÉELLES

À la fin du siècle dernier, le sociologue Manuel Castells baptisait “ère de l’information” la période historique ouverte par l’introduction du transistor. Avec la numérisation du monde, qui l’a rendue à la fois virale dans la circulation et modifiable à l’infini dans les contenus, sa capacité de mobilisation et sa portée émotionnelle ont fait de l’information un champ de bataille global. Sensibilisée et un peu moins innocente sur les manipulations de données à caractère politique depuis le scandale Cambridge Analytica, l’Union européenne a fait de la lutte contre la désinformation une de ses préoccupations majeures dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne.

- Le Digital Services Act (DSA), entré en vigueur le 25 août 2023 (cf l’EIH 04/09/2023) sert ainsi, entre autres, de réponse européenne aux “sociétés de réseaux sociaux ayant permis au Kremlin de mener une campagne de désinformation à grande échelle ciblant l’Union européenne”.
  - Le précédent Code de bonnes pratiques contre la désinformation est maintenant jugé “insuffisant”.
- L’intégrité des élections et en particulier des élections au Parlement européen en juin 2024, comme le soulignait en juin dernier un rapport du PE est devenu un sujet central des inquiétudes des institutions européennes.
  - Un premier cas d’application se présente d’ailleurs avec les élections en Slovaquie du 30 septembre prochain.
- Le DSA introduit un cadre légal qui permet :
  - Une évaluation des risques : Suivant les dispositions de l’Article 34, les plateformes de médias sociaux sont tenues d’identifier et intercepter la dissémination de contenus à caractère illégal, portant atteinte aux droits fondamentaux, ou entravant les processus civiques et électoraux.
  - Les risques devront également être analysés au regard du caractère nocif de la publication de l’information litigieuse afin de contrecarrer tout risque systémique par le biais d’analyses qualitatives et quantitatives.
- Des mesures de mitigation : Les plateformes de médias sociaux doivent prendre des mesures raisonnables, proportionnelles et effectives pour réduire et retirer les contenus considérés comme porteurs de risques systémiques de désinformation.
  - Les dispositions de l’Article 35 établissent une méthode d’analyse de l’atténuation basée sur la rapidité, la cohérence ainsi que l’atténuation. Au carrefour des enjeux économiques, technologiques, géopolitiques et démocratiques, le DSA est une tentative normative pour atténuer les impacts négatifs de l’inflation informative.
  - L’émergence de l’Intelligence Artificielle générative menace de perturber l’écosystème de l’information et de l’opinion en exacerbant la propagation d’informations incorrectes et/ou considérées comme illégales.
- Les craintes suscitées par les capacités de manipulations offertes par l’intelligence artificielle sont bien illustrées par cette première occurrence, aux États-Unis, d’une publicité politique générée par l’IA.
  - C’est le rôle du cadre réglementaire européen : rappeler les sociétés de médias sociaux à leur rôle de surveillance contre la désinformation politique.
  - Pour éviter de connaître une situation à l’américaine, dans un contexte où le bras de fer entre les deux géants de la Tech, E. Musk et M. Zuckerberg, fragilise l’intégrité de l’espace informationnel.
- La régulation des contenus diffusés exclusivement sur Internet modifie les environnements juridiques des États membres.
  - C’est d’ailleurs le sujet d’une soumission par le Conseil d’État grec de questions préliminaires à la CJUE sur la “Directive sur les services de médias audiovisuels”.
  - La décision de la Cour n’est pas attendue avant 2025 et pourrait incarner une avancée judiciaire non-négligeable en matière de désinformation et encourager une diffusion responsable sur lesdites plateformes.

# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

## CRISE MIGRATOIRE, DROITS FONDAMENTAUX, FRANCHIR LA LIGNE VERTE

Qu'on y voie une menace civilisationnelle comme la droite conservatrice, un défi économique comme les organisations patronales ou une ardente obligation morale comme les progressistes, les questions de migrations sont un enjeu majeur pour l'Union européenne. À travers les réponses plus ou moins libérales ou humanistes qu'elles y apportent, les sociétés européennes révèlent aussi bien la hiérarchie de leurs valeurs que leurs forces et failles démocratiques. Les statistiques montrent d'ailleurs que l'année 2023 a, depuis la crise de 2015 dans le contexte de la guerre en Syrie, enregistré le plus grand nombre de demandeurs d'asile en Europe.

- Les désaccords politiques à propos de l'accueil des migrants opposent les Etats membres entre eux et déstabilisent même les gouvernements.
  - Certains, comme en Allemagne, considèrent la régularisation des demandeurs d'asile comme un moyen de pallier le manque de main d'œuvre
  - En Belgique, sur une proposition similaire, le président, socialiste, de la région de Wallonie a essuyé un refus de la part du Premier Ministre fédéral, libéral.
  - Aux Pays-Bas au début de l'été, ce sont les conditions du regroupement familial qui ont fragilisé la coalition au pouvoir.
    - Cela a entraîné la chute du gouvernement de centre droit du Premier Ministre Mark Rutte, favorable à un durcissement de ces conditions, alors que les autres partis de sa coalition, plus libéraux, s'y opposaient.
    - Le pays fait face à une crise du logement et des centres d'accueil saturés et à une explosion du nombre de demandeurs d'asile (70 000 en 2023).
- Cette question sera au centre du débat lors de la prochaine élection législative de novembre 2023, où conformément à une tendance forte au sein de l'UE, l'extrême droite pourrait être accueillie au sein de la prochaine coalition.



- La gestion des migrants révèle souvent incohérences et renoncements dans le respect des principes fondamentaux affichés par les États. Il convient d'admettre qu'un vent mauvais souffle sur l'Europe :
  - À Chypre, des attaques xénophobes ont eu lieu contre tous ceux qui n'avaient « pas l'air chypriote grec ».
    - La police n'a pas su contrôler la situation et a failli à sa mission de protection.
  - La tentation d'une externalisation du traitement des migrants, en l'occurrence les demandeurs d'asile, initié par le Danemark, et le Royaume-Uni est reprise par le gouvernement autrichien.
    - Il souhaite trouver un accord avec le Rwanda, sur le modèle de celui conclu entre l'Union Européenne et la Tunisie.
  - La Tunisie qui par ailleurs s'illustre par un traitement particulièrement ignominieux des migrants subsahariens, abandonnés au désert.
- Décidément, jusqu'ici tout va bien.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## RUSSIE, TURQUIE, BARBICHETTE

Russie et Turquie sont de vieilles connaissances. Leur rivalité géopolitique est ancienne : elles ont une histoire commune de guerres dans la mer Noire, pendant le long déclin et la chute de l'Empire ottoman, dont la guerre de Crimée (1853-1856) reste dans leurs mémoires. Depuis une décennie, elles se livrent quelques guerres par procuration, notamment en Syrie et en Libye. Or, au sommet de Sotchi, en début de semaine dernière, il n'était pas sûr si V. Poutine et R.T. Erdogan seraient sur un pied d'égalité ou si Moscou s'imposerait.



- Ankara cherche à préserver son influence régionale et éviter la présence renforcée de l'OTAN autant que l'hégémonie russe.
  - Moscou est dans une stratégie disruptive et peut se permettre de jouer avec les intérêts turcs.
  - Au final, même le président Erdogan n'aura pas réussi à convaincre V.Poutine de revenir dans l'accord céréalier de la mer Noire, qu'il avait quitté en juillet.

- Jouant son rôle de médiateur dans le conflit ukrainien, en tant que seul membre de l'OTAN encore capable de parler avec Moscou, R.T Erdogan aura tout tenté pour faire revenir la Russie dans cet accord.

- En vain, l'échec du sommet de Sotchi se traduit immédiatement par un regain de tension sur les marchés céréaliers.
- Pour la Russie de V. Poutine, l'accord sert de moyen de pression pour contrer les sanctions occidentales. Parmi les conditions, il exige la reconnexion de la Banque Agricole Russe au réseau SWIFT dont elle a été exclue.
- Il exige, au-delà, des garanties pour faciliter l'exportation d'engrais et de céréales russes.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## RUSSIE, TURQUIE, UKRAINE , SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, CÉRÉAL KILLER

Les rapports post sommet de Sotchi suggèrent qu'au lieu de renouveler l'ancien accord, R.T. Erdogan et V. Poutine se seraient mis d'accord pour envoyer 1 million de tonnes de céréales russes à un prix réduit en Turquie.



- En Turquie, elles seront moulues et transformées en pâtes et autres formes.
  - Puis expédiées de là vers les pays africains avec l'aide financière du Qatar.
    - Un "deal" qui fait plus les affaires de Moscou et d'Ankara ainsi que des Africains.
  - V. Poutine promet de livrer gratuitement 25 000 à 50 000 tonnes de céréales à 6 pays africains et réclame que le grain ukrainien soit moins exporté vers l'UE et davantage vers l'Afrique

- L'accord céréalier passé le 22 juillet 2022 entre les Nations Unis, la Russie, l'Ukraine et la Turquie avait permis l'exportation de plus de 30 millions de tonnes de grain ukrainien via la mer Noire.
  - Il avait aussi permis la baisse du prix du blé.
  - Un accord vital pour les pays africains extrêmement dépendants de ces importations agricoles.
    - A hauteur de 80% pour certains comme l'Égypte.
- Pour l'Ukraine, la difficulté reste entière. Depuis la fin de l'accord sur les céréales et les menaces de Poutine de considérer chaque navire comme une cible militaire potentielle, les exportations de céréales via la mer Noire sont quasiment à l'arrêt.
  - Seul un cargo a quitté le port ukrainien dimanche 3 septembre 2023, alors que 60 000 tonnes de céréales auraient été détruites par les frappes russes jusqu'à présent, selon les représentants ukrainiens.
    - Les bateaux ukrainiens passent dorénavant par le Danube.
  - Les tensions sont également exportées dans cette zone, comme l'explique Pierre Haski dans son éditorial.
- En effet, le ciblage des céréales ukrainiennes par les drones russes - de fabrication iranienne - rapproche dangereusement la guerre du territoire d'un pays membre de l'OTAN.



- Des experts de la Commission européenne se sont déplacés en Roumanie pour améliorer le lien Ukraine-UE dans la région.
  - Malgré les serments de soutien et l'aide militaire, sur ce sujet spécifique, l'Ukraine se heurte à des résistances au sein de l'UE, en particulier dans les pays frontaliers où doivent transiter ses exportations agricoles.
  - La Hongrie, proche de Moscou, et la Pologne en pleine campagne électorale font pression sur l'UE pour prolonger l'interdiction d'exportation de céréales via leurs territoires.
    - L'afflux incontrôlé de produits ukrainiens nuit à leur secteur agricole
  - Le PiS a besoin de satisfaire son électorat rural, à un mois des nouvelles élections législatives, où le vote paysan pèse lourd.

## FORÊTS, RÉGLEMENTATION, HER LITTLE PONY

Dans un monde où la nature est entièrement arraisonnée, c'est à dire soumise d'avoir une utilité pour l'activité humaine, quelle place laissons-nous à la vie sauvage ? D'après les calculs du professeur Vaclav Smil, les vertébrés sauvages seraient passés en proportion de 97% de la biomasse totale de la terre, il y a 10000 ans, à un insignifiant 2% aujourd'hui. Plus précisément, pour 85% d'animaux domestiques et 13% d'humains. Conclusion : le sauvage ne nous servait à rien, il devait céder la place.



- Le 24 novembre 2022, le Parlement européen avait adopté une résolution sur la protection des élevages de bétail et des grands carnivores en Europe, plaçant à nouveau le loup au centre des débats.
  - Pour cause, la prédation de l'animal exercée sur les troupeaux des éleveurs pastoraux engendre de grandes disparités entre les États membres.
    - Bénédiction pour certains, crise pour d'autres, l'augmentation du nombre de loups sur le sol européen ne se fait pas sans controverses.
  - On constate en Europe une augmentation de plus de 25% de l'aire de répartition des loups, comme un signal positif en faveur du réensauvagement.
    - Cependant, l'évolution sensible des attaques de loups amène à porter à attention à la surveillance, la prévention et l'indemnisation pour les agriculteurs en cas de dommages engendrés par les grands carnivores.

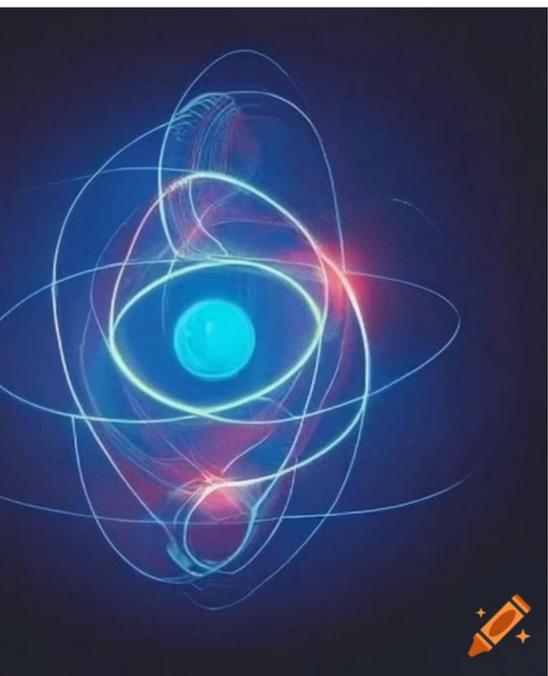
- Manifestation du retour des craintes ancestrales, ou instrumentalisation, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen annonce une possible révision du statut de protection
- Le loup incarnerait un « réel danger pour le bétail et, potentiellement, pour l'Homme », menaçant les populations reformées d'un risque accru d'abattage.
- La révision du statut de protection de l'animal pourrait entraîner la tuerie de 174 loups en 2023 sur les 921 recensés, et ce, rien qu'en France.
- C'est un bras de fer entre éleveurs pastoraux et associations de protection de l'environnement, alors que Bruxelles appelle à la « flexibilité » dans la mise à jour du cadre juridique encadrant la protection du canidé.
- Les communautés scientifiques et toutes les parties intéressées devront soumettre, d'ici le 22 septembre 2023, des données actualisées sur les populations de loups et leur impact.



- Avec la nature comme cheval de bataille des conservateurs, l'évolution du contexte est moins favorable à la protection de la nature.
  - Avec le loup en bouc-émissaire, les conservateurs du Parti populaire européen pourraient ainsi se réconcilier avec la présidente de la Commission dont ils avaient tenté de couler la "loi de restauration de la nature".
    - Selon les Echos, le PPE cherche simplement à rallier à sa cause le vote des régions rurales et des professions agricoles.
  - Le débat engendre en tout cas une réelle controverse au sein du Parlement où le loup est devenu « un nouvel objet politique pour la droite européenne ».
    - Virginijus Sinkevičius, commissaire européen à l'environnement, rappelle que le loup « a toute sa place dans le biotope ouest-européen ».

## DÉCARBONATION, NUCLÉAIRE, ALLEMAGNE, FRANCE, ITALIE, J'ATOME, MOI NON PLUS

Le couple franco-allemand peut-il résister à la fission de l'atome ? Sous la pression de l'urgence climatique, les objectifs de décarbonation de l'énergie se traduisent par des stratégies diamétralement opposées de part et d'autre du Rhin. Alors que la France veut "en finir avec les fantasmes autour du nucléaire" comme le confiait à Contexte avant l'été la ministre, le chancelier allemand déclare que le modèle nucléaire est un "cheval mort" - confirmant le démantèlement prévu des dernières centrales du pays.



- À la tête d'une coalition tripartite où les Verts, farouches et historiques opposants à l'atome, s'opposent aux libéraux sur de nombreux sujets, dont l'énergie, Olaf Scholz doit faire face à une équation de plus en plus complexe pour financer la transition énergétique.
  - Elle doit indiscutablement se faire hors du gaz russe tout en préservant la dynamique d'une industrie nationale dont la compétitivité reposait sur cette source d'énergie abondante et bon marché.
  - Comme le notent de façon lapidaire et ironique certains observateurs, "ce qui avait commencé comme un projet de modernisation s'est rapidement transformé en un amalgame d'absurdités :
    - le SPD veut subventionner les industries non compétitives,
    - les Verts préfèrent le charbon au nucléaire,
    - et la seule politique perceptible du ministre du budget et chef du FDP Christian Lindner est son soutien aux grosses voitures de sport".
- Le temps n'est plus à "la concurrence libre et non faussée" et les grandes puissances industrielles européennes s'engagent sur la voie d'une concurrence de subventions qui pourrait s'avérer délétère pour l'UE et négative pour le Green deal.
  - France et Allemagne s'opposent en particulier sur la question de savoir s'ils doivent être autorisés à subventionner les prix de l'électricité pour leurs utilisateurs industriels et, le cas échéant, de quelle manière.
  - Dans le contexte d'une difficile réforme du marché de l'électricité, arrachée à la Commission par une intense pression de Paris, Madrid et leurs alliés, le ministre vert allemand de l'énergie, Robert Habeck envisage désormais des formes jusqu'ici inédites de subventions énergétiques - sur le modèle français ou espagnol, pour maintenir des prix raisonnables pour l'industrie nationale.
  - De son côté, la France menace de faire cavalier seul pour réduire les prix de l'électricité, si ses propositions ne sont pas mieux prises en compte dans les compromis préparés par la présidence espagnole sur ce dossier.
    - Ce conflit met en évidence le type de raisonnement à somme nulle qui prévaut des deux côtés du Rhin, alors qu'un éventuel accord pourrait permettre aux deux pays de subventionner leurs industries pendant de longues années, au détriment de tous, rappelle fort justement Politico.
- Pendant ce temps, le couple franco-allemand continue de se déchirer aussi sur le soutien au nucléaire.
  - À l'origine d'une coalition européenne en faveur de l'atome, Paris bat le rappel de ses alliés au sein de l'UE. Et engrange des soutiens.
  - Ainsi, l'Italie, qui avait pourtant officiellement abandonné le nucléaire par deux référendums, d'abord en 1987 dans la foulée du traumatisme de Tchernobyl, puis en 2011, semble avoir complètement changé de position, et envisage de reprendre un programme nucléaire.
    - L'affrontement entre partisans et opposants de l'atome pourrait bien avoir raison de l'esprit européen et de la méthode de coopération qui le caractérisait.